



UNOWAS *Magazine*

Ensemble pour la paix

Magazine trimestriel du Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel

Numéro 14 - juillet 2021

**UNOWAS, un partenaire
actif et mobilisé pour
soutenir les pays
de la sous-région**



OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE



EDITO



Mahamat Saleh ANNADIF

Représentant spécial du Secrétaire général et
Chef du Bureau des Nations Unies pour l'Afrique
de l'Ouest et le Sahel (UNOWAS)

« UNOWAS continuera d'agir en étroite coordination avec les pays de la sous-région, le système des Nations Unies, et les partenaires régionaux et internationaux, pour que l'Afrique de l'Ouest et le Sahel soit un espace de paix et de développement »

L'Afrique de l'Ouest et le Sahel est une région traversée par deux réalités récurrentes : d'un côté, la persistance de multiples défis qui freinent son développement, et de l'autre, l'existence de ressources, humaines et matérielles, nécessaires au développement.

Ces deux réalités suscitent des frustrations, et engendrent un fatalisme, car les défis perdurent, et les moyens susceptibles de les endiguer, ne donnent pas les résultats escomptés.

En effet, la persistance des défis se voit et se vit tous les jours. Il en est ainsi de l'insécurité et la menace terroriste, l'extrémisme violent, le trafic de drogue et le crime organisé de toute sorte, le changement climatique et son impact sur les conditions de vie et la sécurité des populations. S'y ajoutent les tensions et les crises politiques, souvent liées aux élections, au manque de consensus sur les réformes politiques et institutionnelles et ce, malgré des avancées notables dans l'ensemble des pays de la sous-région qu'il faut saluer et soutenir.

Mais les populations en Afrique de l'Ouest et au Sahel, notamment les jeunes et les femmes, aspirent à une vie et à un avenir meilleur, et continuent de réclamer plus de développement, de justice sociale, d'état de droit et de sécurité. Nous devons -tous et ensemble- hisser notre niveau d'engagement pour répondre à cette attente légitime et vitale si nous voulons changer cette réalité et protéger les futures générations.

Depuis ma prise de fonction en tant que Représentant spécial du Secrétaire général et chef du Bureau des Nations Unies pour l'Afrique

de l'Ouest et le Sahel, en mai dernier, j'ai intensifié les rencontres et les consultations avec les divers acteurs et partenaires nationaux, régionaux et internationaux pour réaffirmer le soutien des Nations Unies en général, et celui de l'UNOWAS en particulier, aux pays de la sous-région dans leur lutte contre les multiples défis cités ci-haut, et pour les encourager à rester mobilisés pour consolider davantage la paix et la stabilité.

Il est vrai que la pandémie du COVID-19 qui s'est ajoutée à la liste déjà bien fournie de défis, a eu un impact sévère sur les économies des pays de la sous-région, et a perturbé leurs programmes de développements.

Sans doute, il faudra que l'élan de solidarité internationale affiché depuis le début de la crise sanitaire, soit maintenu et -même renforcé- pour aider les pays de la sous-région à juguler cette pandémie et ses conséquences aussi bien sanitaires que sociaux-économiques.

Cette épreuve, aussi difficile soit-elle, est aussi une opportunité pour redynamiser nos engagements en faveur du développement, la bonne gouvernance, et la consolidation de la paix et de la démocratie.

UNOWAS, à travers ses activités et son rôle qui lui a été confié par le Conseil de Sécurité des Nations Unies, continuera d'agir en étroite coordination avec les pays de la sous-région, le système des Nations Unies, et les partenaires régionaux et internationaux, pour que l'Afrique de l'Ouest et le Sahel soient un espace de paix et de développement.

ANNADIF : « UNOWAS est un partenaire actif et mobilisé pour soutenir les pays de la sous-région »

Dès sa prise de fonction en avril dernier, le nouveau Représentant spécial du Secrétaire général et Chef du Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel, Mahamat Saleh ANNADIF, a entrepris une série de déplacements et de rencontres avec les responsables des pays de la sous-région, et les partenaires régionaux et internationaux. Objectif : Réaffirmer l'engagement des Nations Unies et renforcer le partenariat pour aider à la consolidation de la paix et la bonne gouvernance en Afrique de l'Ouest et le Sahel.

Après plus de cinq ans à la tête de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA), Mahamat ANNADIF est arrivé à Dakar pour diriger le Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel (UNOWAS), une mission politique régionale qui couvre 16 pays.

Bon connaisseur de la sous-région et de ses acteurs majeurs, le nouveau Représentant spécial est aussi bien informé des défis et des obstacles qui pèsent sur les pays, et de ce que les Nations Unies et leurs partenaires régionaux et internationaux peuvent apporter pour contribuer efficacement à la paix et au développement. Aussi, à peine installé dans ses nouvelles fonctions, Mahamat ANNADIF a pris son bâton de pèlerin pour rencontrer les autorités nationales et les acteurs principaux dont l'implication est de plus en plus salutaire au vu de la nature des défis, et qui requiert une coordination accrue, sinon permanente.

Au programme : une activité intense marquée, notamment, par une tournée dans la sous-région, une intervention le 19 juin au 59ème sommet ordinaire de la CEDEAO, et un briefing le 8 juillet au Conseil de Sécurité de l'ONU.

Durant sa tournée ouest africaine, le Représentant spécial a tenu à écouter les chefs d'états et les responsables des pays visités pour comprendre leurs attentes, et discuter des moyens nécessaires à mettre en œuvre pour aider à la consolidation de la paix et le développement. Car, au-delà des défis que connaît la sous-région, la tournée s'est effectuée dans une période particulière, celle de la pandémie du COVID-19, dont les conséquences sanitaires et économiques ont eu un impact sévère sur les programmes de développement, allant, dans certains cas, jusqu'à menacer la cohésion sociale.

A tous ses interlocuteurs, le Représentant spécial a renouvelé l'engagement des Nations Unies en général, et celui de l'UNOWAS en particulier, de jouer son rôle de partenaire actif et mobilisé pour soutenir les pays de la sous-région dans leurs efforts en faveur de la paix et le développement. « Nous devons -tous ensemble- hisser davantage notre engagement à la hauteur des attentes légitimes des populations qui aspirent à une vie meilleure, » a-t-il martelé lors de chaque visite.



**Nous devons -tous
ensemble- hisser
davantage notre
engagement à
la hauteur des
attentes légitimes
des populations qui
aspirent à une vie
meilleure.**



Les efforts fournis par les pays de la sous-région aussi nécessaires qu'importants soient-ils, ne seront efficaces que s'ils s'inscrivent dans une démarche régionale coordonnée. En effet, le constat relatif à la situation sécuritaire et son cortège de menaces terroristes, l'impact du changement climatique sur les conditions de vie et la protection des vies humaines, les différents trafics et crimes organisés qui foisonnent dans les quatre coins de la sous-région, exige une vision régionale partagée et une action coordonnée des pays de la sous-région et des partenaires.

C'est le sens du message que le Représentant spécial a porté à l'adresse des chefs d'état et des gouvernements réunis à l'occasion de la tenue, le 19 juin dernier à Accra, capitale du Ghana, de la cinquante-neuvième session ordinaire de la Conférence des Chefs d'État et de Gouvernement de la Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). Lors de cette première participation en tant que Représentant spécial du Secrétaire général de l'ONU pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel, il a également souligné l'importance pour les états membre de continuer leurs efforts pour améliorer le respect des droits de l'homme, l'accès à la justice et la participation des jeunes et des femmes dans les processus de prise de décisions, tout en réaffirmant l'engagement de l'UNOWAS à renforcer son partenariat avec la CEDEAO pour contribuer à la consolidation de la paix et la démocratie dans la sous-région.

Après la CEDEAO, le Représentant spécial a eu l'opportunité d'échanger avec les membres du Conseil de Sécurité lors de sa présentation le 8 juillet du rapport du Secrétaire général sur les activités de l'UNOWAS et la situation en Afrique de l'Ouest

▲
Rencontre avec le Président
du Sénégal, Macky Sall,
11 mai 2021

ANNADIF a entrepris une
série de déplacements
et de rencontres avec les
responsables des pays de la
sous-région

et au Sahel. En effet, son premier briefing en tant que Chef de l'UNOWAS a permis à ANNADIF de faire le point sur la situation régionale, et d'appeler les partenaires internationaux à accentuer leur mobilisation pour aider les pays de la sous-région à faire face aux multiples défis qui les menacent.

Dès sa prise de fonction, le Représentant spécial a également rencontré les différentes équipes pays des Nations Unies et des Coordinateurs Résidents dont il a salué l'engagement indéfectible et le travail important au service des populations et du développement de l'Afrique de l'Ouest et du Sahel.



Rencontre avec le Président du Nigeria, Muhammadu Buhari, 16 juin 2021

Sur le même sujet :

Rapport du SG sur les activités du Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel



Afrique de l'Ouest et Sahel - Conseil de Sécurité / Présentation du RSSG Ibn Chambas



Autres articles dans ce numéro :

- [Edito : UNOWAS continuera d'agir en étroite coordination avec les pays de la sous-région](#)
- [Interview avec Ana Patricia Graca, Coordinatrice Résidente des Nations Unies au Cabo Verde](#)
- [La Crise humanitaire au Sahel s'aggrave](#)
- [Réinventer, ensemble, un avenir meilleur pour les populations du Sahel](#)
- [Freiner les effets du changement climatique et prévenir les conflits](#)
- [L'ONUDC lutte contre la criminalité, la drogue, le terrorisme et la corruption en Afrique de l'Ouest et du Centre](#)
- [Les Jeunes, acteurs majeurs dans la Consolidation de la Paix et la Prévention des Conflits en Afrique de l'Ouest et au Sahel](#)

Interview avec Ana Patricia Graca

Coordonnatrice Résidente des Nations Unies au Cabo Verde

« En assurant des élections transparentes et une alternance démocratique tout au long de 46 ans d'indépendance, le pays se distingue comme un exemple dans la région avec des gains de développement notables en matière de santé, d'éducation, de réduction de la pauvreté, des institutions fortes et une tradition d'élections et de transitions pacifiques et crédibles. »



En juin 2018, Ana Patricia Graca a été nommée coordinatrice résidente pour diriger le système de développement des Nations unies (ONU) au Cabo Verde, et coordonner les activités opérationnelles de développement afin de soutenir les efforts du pays vers la mise en œuvre de l'Agenda 2030 et soutenir l'équipe pays de l'ONU dans la mise en œuvre du Plan-cadre des Nations unies pour l'aide au développement (UNDAF 2018-2022). Elle a accepté de partager avec UNOWAS Magazine ses perspectives sur le Cabo Verde et sur le rôle de l'ONU. Interview.

Vous occupez le poste de Coordinateur Résident de l'ONU au Cabo Verde depuis 2018. Comment pouvez-vous décrire ce pays ?

Situé au milieu de l'Atlantique au large de la côte ouest-africaine, à environ 500 kilomètres du Sénégal, le Cabo Verde est un archipel composé de 10 îles, dont neuf sont habitées. C'est un beau pays connu dans le monde entier pour ses paysages spectaculaires et son esprit d'accueil Morabeza, ainsi qu'une démocratie consolidée, moderne et inclusive également, avec une bonne gouvernance et un solide capital humain. En garantissant des élections transparentes et une alternance démocratique tout au long de ses 46 ans d'indépendance, le pays fait figure d'exemple dans la région avec des gains de développement notables en matière de santé, d'éducation, de réduction de la pauvreté, des institutions fortes et une tradition d'élections et de transitions pacifiques et crédibles. Grâce à ce cadre institutionnel solide et au bon fonctionnement des freins et contrepoids, l'éducation, le système de santé, ont atteint des indicateurs bien supérieurs à la moyenne régionale. Ce parcours réussi a été marqué par le passage au rang de pays à

revenu intermédiaire de la tranche inférieure en 2007 et la réalisation de la plupart des objectifs du Millénaire pour le développement en 2015.

Plus concrètement, pouvez-vous mettre en lumière les principales réalisations - et les défis auxquels le Cabo Verde est confronté aujourd'hui ?

Le Cabo Verde a fait des progrès notables en matière de droits humains, des femmes, d'intégration de l'égalité des sexes, notamment dans le tourisme, de l'élaboration de budget sensible au genre avec l'introduction de marqueurs de genre dans le système budgétaire (janvier 2018), l'introduction du module d'égalité des sexes dans l'enseignement secondaire (octobre 2020), un défi inédit en Afrique et dans le domaine de la formation professionnelle, la loi sur la parité qui a contribué à augmenter la participation politique des femmes lors des dernières élections municipales et législatives (octobre 2020). Le Cabo Verde travaille également à la mise en place d'un système de soins pour libérer les femmes afin qu'elles puissent participer dans d'autres sphères publiques.

Malgré ses progrès en matière de développement, en tant que petit État insulaire en développement (PEID), le Cabo Verde est confronté à des contraintes structurelles comme un marché intérieur et une base fiscale restreints, un isolement et une fragmentation relatifs, un coût élevé des services par habitant, entre autres - et une conjoncture de plus en plus défavorable - chocs économiques mondiaux, impact du changement climatique avec trois années consécutives de sécheresse (2017-2019), et maintenant exacerbée par la pandémie de la COVID-19.

Le Cabo Verde était en croissance et sur la voie du développement durable en 2001, mais il a été durement touché par la pandémie. La pandémie de la COVID-19 a perturbé la bonne marche du développement durable d'une manière sans précédent, et les leçons de la crise économique de 2008 dessinent une perspective de reprise lente. En raison principalement d'une baisse de 70 % des recettes du tourisme, le PIB a diminué de 14,8 % en 2020, ce qui a entraîné une hausse du chômage et de la pauvreté, malgré l'effet d'amortisseur fourni jusqu'à présent par les mesures fiscales et les transferts de fonds. La crise se poursuit, comme le montre la croissance négative persistante de 11 % au premier trimestre de 2021, par rapport à la même période de l'année précédente. La dette publique a augmenté de manière exponentielle en 2021 - atteignant 155 % du PIB -, les recettes ont diminué de 25 % et l'aide publique au développement a été réduite de moitié entre 2020 et 2021, ce qui limite encore plus l'espace budgétaire pour la réponse, la relance et le développement durable.

Dans ce paysage de développement spécifique, les priorités du Cabo Verde ont été définies par l'État dans le cadre d'un processus large et participatif et avec la

contribution des Nations unies et d'autres partenaires au projet du gouvernement " Ambition 2030 " - la stratégie nationale pour la Décennie d'action. Les priorités du pays sont d'investir dans le capital humain et institutionnel, la digitalisation de l'administration publique et des entreprises, les énergies renouvelables, l'économie bleue et la valeur ajoutée du tourisme pour le développement économique local ont été identifiés comme les cinq accélérateurs des ODD. Quatre défis transversaux ont été définis : le changement climatique, le développement régional et la convergence entre les îles, la justice et la sécurité humaine, et l'égalité des sexes et l'autonomisation des jeunes.

Les principales priorités thématiques pour 2021 sont la continuité de la réponse à la COVID-19 dans les secteurs de la protection sociale, de la santé et de l'éducation, le déploiement du plan de mise en œuvre du vaccin, la relance économique et la sécurité alimentaire. Les actions à moyen et long terme doivent être poursuivies ou reprises, comme l'appui au renforcement des capacités institutionnelles pour les importantes réformes de l'administration publique en cours et l'accélération de la diversification économique pour limiter la vulnérabilité et libérer le potentiel de l'économie verte et bleue tout en garantissant l'égalité des chances aux femmes.

La pandémie de la COVID-19 et l'Ambition 2030 du Cabo Verde ont entraîné des changements structurels et des priorités, notamment en ce qui concerne la lutte contre la paupérisation et la sécurité sanitaire et, surtout, la diversification de l'économie, pour laquelle l'expansion des investissements publics est urgente - ceci, dans un contexte de surendettement aggravé par la pandémie.



La création de nouveaux partenariats sera essentielle pour s'attaquer de manière transformatrice aux obstacles et aux vulnérabilités, exacerbés par la pandémie et qui entravent la réalisation des OMD. L'intégration régionale dans la zone de libre-échange continentale africaine (AfCFTA), l'articulation avec les pays PEID, en particulier les PEID AIS (Atlantique, Océan Indien et mer de Chine méridionale), et la mobilisation des ressources technologiques et financières - avec une priorité pour la participation du secteur privé - sont essentielles.

Mais le premier grand défi actuel que le pays doit surmonter est de vacciner, au cours de cette année, au moins 70% de la population et de le généraliser en 2022, de reprendre le tourisme et la croissance économique, et de surmonter les défis qui déterminent la poursuite de la voie du développement durable. Il s'agit d'une condition préalable que le pays a assumée pour permettre le développement du capital humain, de la santé, de la résilience, de la diversification de l'économie, en promouvant, à côté du tourisme, l'économie bleue et verte ainsi que la numérisation, l'emploi des jeunes, l'égalité des sexes, la décentralisation, le développement régional et la convergence.

En prenant en compte ces éléments, quel est le plan des Nations Unies pour mieux soutenir le Cabo Verde ?

La famille des Nations Unies au Cabo Verde est un partenaire de longue date et reconnu du pays, et notre priorité est de soutenir la réponse du pays à la crise sanitaire, sociale et économique causée par la pandémie, tout en continuant à investir sur les personnes, la prospérité, la paix et la gouvernance, et en promouvant les partenariats. Le cadre de coopération des Nations unies est pleinement aligné sur la stratégie de développement durable du pays et sur l'Agenda 2030. Toutes les agences, tous les fonds et tous les programmes travaillent avec des dizaines d'institutions nationales, la société civile et le secteur privé pour faire avancer les priorités économiques, sociales et environnementales.

Grâce aux contributions de l'OMS, de l'OIT, de la FAO, de l'UNICEF, du FNUAP, du PNUD, de l'ONUSDC, de l'ONUDI, de l'OIM, de l'ONU-Habitat et de l'UNESCO, cette année, 40 % du plan de travail conjoint de l'équipe de pays des Nations unies est consacré au capital humain et à la mise en avant des personnes, en soutenant les systèmes de santé, notamment la vaccination, les soins de santé maternelle, la protection de l'enfance, le développement de la protection sociale et de la sécurité alimentaire, en mettant l'accent sur les travailleurs informels et l'éducation, en particulier la petite enfance. L'emploi des jeunes et les opportunités économiques pour les femmes sont au centre du soutien de l'ONU à la diversification économique, notamment sur l'économie bleue et verte et le financement innovant, avec un fort accent sur le renforcement des institutions nationales, l'administration publique, la justice pénale et l'état de droit.

En 2022, l'équipe de pays des Nations unies élaborera son nouveau cadre de coopération pour le développement durable 2023-2027 avec le gouvernement et tous les partenaires. Les Nations Unies sont déterminées à travailler côte à côte avec le Cabo Verde pour la réalisation du programme de développement durable et la paix et la prospérité pour tous, en se concentrant sur ceux qui sont le plus dans le besoin.

Autres articles dans ce numéro :

- [Edito : UNOWAS continuera d'agir en étroite coordination avec les pays de la sous-région](#)
- [ANNADIF : « UNOWAS est un partenaire actif et mobilisé pour soutenir les pays de la sous-région »](#)
- [La Crise humanitaire au Sahel s'aggrave](#)
- [Réinventer, ensemble, un avenir meilleur pour les populations du Sahel](#)
- [Freiner les effets du changement climatique et prévenir les conflits](#)
- [L'ONUSDC lutte contre la criminalité, la drogue, le terrorisme et la corruption en Afrique de l'Ouest et du Centre](#)
- [Les Jeunes, acteurs majeurs dans la Consolidation de la Paix et la Prévention des Conflits en Afrique de l'Ouest et au Sahel](#)

La Crise humanitaire au Sahel s'aggrave

Selon le Bureau des Nations Unies pour la Coordination des Affaires Humanitaires (OCHA), 29 millions de Sahéliens auront besoin d'assistance humanitaire et de protection en 2021, soit cinq millions de plus que l'année précédente.

La population sahélienne continue de faire face à une augmentation des besoins humanitaires et de protection. Cette année, un nouveau record de 29 millions de personnes à travers le Burkina Faso, le nord du Cameroun, le Tchad, le Mali, le Niger et le nord-est du Nigeria ont besoin d'assistance. C'est cinq millions de plus que l'année dernière et une augmentation de 52 % depuis 2019. L'escalade des conflits, la hausse de l'insécurité alimentaire et les effets négatifs liés à la pandémie de COVID-19 sont parmi les principaux facteurs contribuant à cette augmentation des besoins. Le Sahel est également parmi les régions du monde les plus exposées aux catastrophes, où les effets du changement climatique se font sentir durement, avec un impact considérable sur les moyens de subsistance fragiles. Au cours des cinq dernières années, les inondations majeures ont presque doublé, affectant fortement des populations déjà vulnérables.

(Suite page 15)



29 millions de personnes à travers le sahel ont besoin d'assistance



Le Sahel

Besoins croissants dans une crise régionale



302

incidents sécuritaires
par mois (moyenne en
2020)



5,3M

personnes déplacées
(PDI du pays et
réfugiés)



14M

de personnes en
situation d'insécurité
alimentaire en phase
de crise et d'urgence



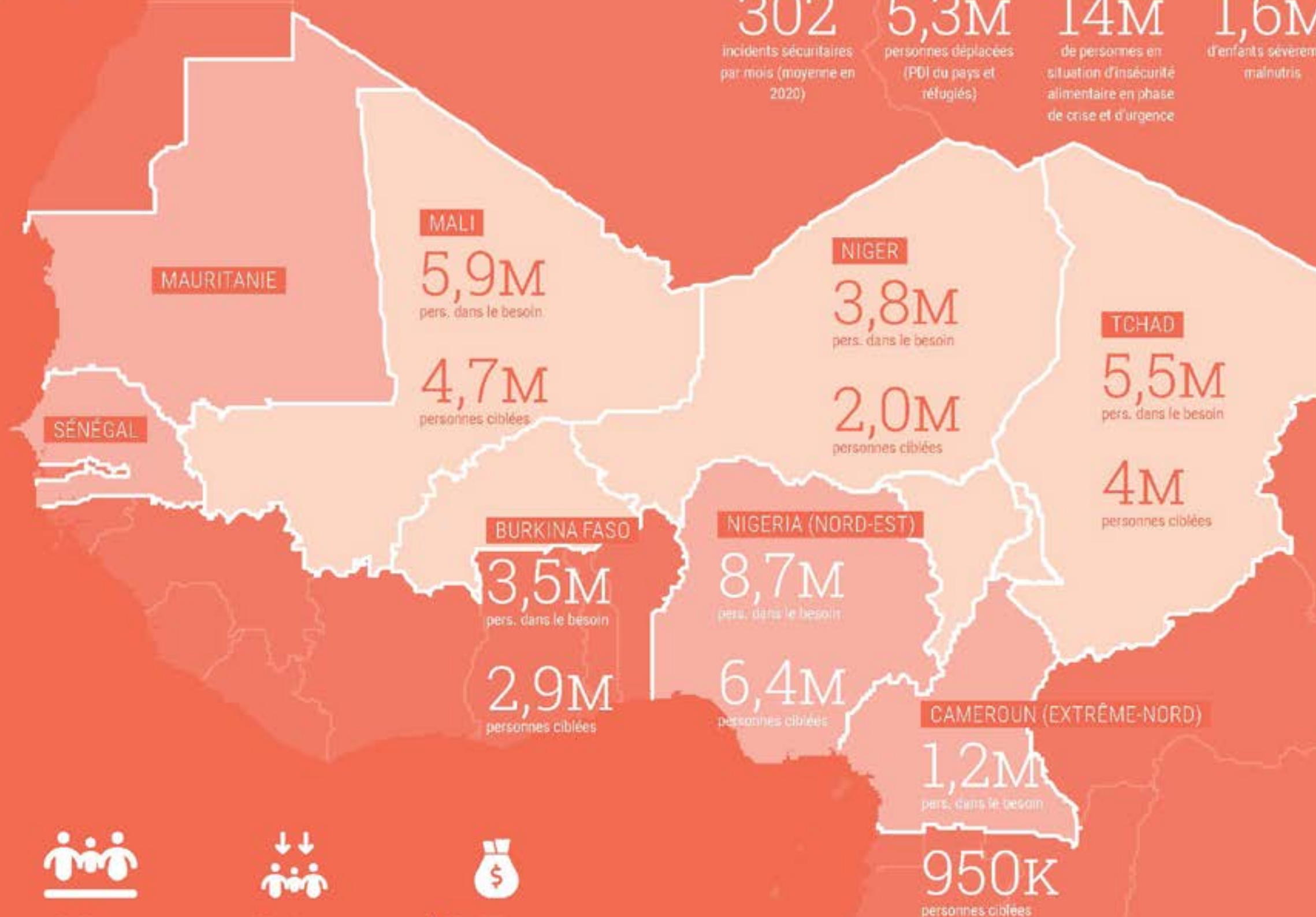
1,6M

d'enfants sévèrement
malnutris



9%

des plans de réponse
humanitaire 2021
financés en moyenne
(au mois d'avril 2021)



121,1M
population totale



29M
pers. dans le besoin



21M
personnes ciblées



\$3,7MD
besoins financiers (plan
de réponses pays)

Ce rapport est produit par le Bureau des Nations unies pour la coordination des affaires humanitaires (OCHA) en collaboration avec des partenaires humanitaires. Il couvre la période de janvier à décembre 2021. Sauf indication contraire, le Sahel et tous les chiffres qui s'y rapportent font référence au Burkina Faso, au nord du Cameroun (région de l'Extrême-Nord), au Tchad, au Mali, au Niger, au nord-est du Nigeria (État d'Akko, de Bauchi et de Yobe), au Bénin (états du Borgu et du Borgou) et au Mali (région de l'Extrême-Nord). Les chiffres relatifs à l'insécurité alimentaire et à la malnutrition incluent également le Sénégal et le Mali.

Les besoins dépassent les ressources disponibles et les travailleurs humanitaires tirent la sonnette d'alarme

Les attaques violentes se multiplient : depuis 2015 les incidents sécuritaires ont été multipliés par huit dans le Sahel central et par trois dans le bassin du lac Tchad avec un impact dévastateur sur la population. Pour échapper à la violence, les populations sont souvent contraintes de fuir leur maison, cherchant la sécurité dans les champs ou les villages voisins, parfois à plusieurs fois. À travers le Sahel, 5,5 millions de personnes sont déracinées, soit beaucoup plus qu'auparavant. Les déplacements à grande échelle mettent à rude épreuve les services déjà faibles et les ressources naturelles déjà rares, avec un impact également sur les communautés d'accueil, ce qui risque de mettre en péril la cohésion sociale.

L'insécurité et les attaques perturbent aussi gravement les services sociaux de base. Plus de 5 000 écoles sont fermées ou non opérationnelles dans la région, soit une augmentation de 22 % depuis 2019, mettant en danger l'avenir de centaines de milliers d'enfants. Les fermetures des écoles représentent un obstacle supplémentaire à l'apprentissage, en particulier pour les jeunes filles. Les femmes et les filles sont particulièrement touchées par la crise, et pourtant leurs besoins sont trop souvent insatisfaits. Le manque d'accès aux services de santé sexuelle et reproductive continue de faire des ravages. La mortalité maternelle dans les zones les plus touchées est bien plus élevée que la moyenne nationale. En outre, les incidents de violence basés sur le genre sont en forte hausse. Les communautés locales s'inquiètent du risque croissant et généralisé pour les femmes et les filles d'être enlevées, mariées de force, agressées sexuellement et violées.

Le contexte hautement volatile perturbe les systèmes alimentaires du Sahel. Ainsi, la malnutrition et l'insécurité alimentaire atteignent des sommets. Quelques mois seulement après le début de l'année 2021, on estime que près de 14 millions de personnes seront confrontées à une grave insécurité alimentaire pendant la période de soudure à moins que des mesures urgentes ne soient prises pour empêcher une nouvelle détérioration de la situation et la perte de nombreuses vies humaines. Les zones transfrontalières du Sahel central et du bassin du lac Tchad sont parmi les zones qui risquent le plus de subir les effets de la faim dans la région. Ces zones rurales sont difficiles d'accès et présentent des vulnérabilités sociales élevées. Elles abritent des populations déjà exposées qui souffrent fortement de la violence et de l'insécurité.

Pour répondre à cette situation sans précédent, une action immédiate est nécessaire. Cependant, les besoins dépassent les ressources disponibles et les travailleurs humanitaires tirent la sonnette d'alarme. Au cours des cinq dernières années, en moyenne, seuls 57 % des fonds nécessaires ont été reçus. Cette tendance a un impact dramatique sur la vie des populations les plus vulnérables. Pour 2021 par exemple, seuls 14 % des 3,7 milliards de dollars nécessaires pour répondre aux besoins dans les six pays ont été reçus à ce jour.

Pour plus de détails sur la crise humanitaire actuelle dans le Sahel : <https://bit.ly/2021SahelHNROfr>

Pour en savoir plus sur les activités d'OCHA : <https://www.unocha.org/sahel>

Autres articles dans ce numéro :

- [Edito : UNOWAS continuera d'agir en étroite coordination avec les pays de la sous-région](#)
- [ANNADIF : « UNOWAS est un partenaire actif et mobilisé pour soutenir les pays de la sous-région »](#)
- [Interview avec Ana Patricia Graca, Coordinatrice Résidente des Nations Unies au Cabo Verde](#)
- [Réinventer, ensemble, un avenir meilleur pour les populations du Sahel](#)
- [Freiner les effets du changement climatique et prévenir les conflits](#)
- [L'ONUSDLC lutte contre la criminalité, la drogue, le terrorisme et la corruption en Afrique de l'Ouest et du Centre](#)
- [Les Jeunes, acteurs majeurs dans la Consolidation de la Paix et la Prévention des Conflits en Afrique de l'Ouest et au Sahel](#)



Réinventer, ensemble, un avenir meilleur pour les populations du Sahel

Le G5 Sahel et les Nations Unies se sont engagés pour renforcer leur partenariat et la mise en œuvre de projets conjoints

Une réunion de concertation a eu lieu les 20 et 21 mai 2021, à Dakar, en présence du Ministre de l'Economie, de la Planification du Développement et de la Coopération Internationale du Tchad et Président du Conseil des Ministres (PCM) du G5 Sahel, du Secrétaire exécutif du G5 Sahel, du Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel, et du Coordonnateur Spécial des Nations Unies pour le Développement au Sahel. Au cours de cette rencontre, le G5 Sahel et les Nations Unies se sont engagés à renforcer leur partenariat et la mise en œuvre de projets conjoints.

Une déclaration a été adoptée réaffirmant l'importance du partenariat en cours et l'exigence d'une amélioration de la mise en œuvre des actions communes en droite ligne avec la Stratégie de Développement et de Sécurité du G5 Sahel, et la Stratégie Intégrée des Nations Unies pour le Sahel (UNISS).

« Les Nations Unies doivent plus que jamais jouer un rôle de leader dans le travail de plaidoyer international au bénéfice du G5 Sahel. La crise multiforme dans notre espace régional se complexifie, elle s'intensifie et s'étend même de plus en plus au-delà du Sahel. Aussi, il nous paraît primordial d'accroître la mobilisation internationale et d'accélérer les actions pertinentes sur terrain, en synergie avec les parties prenantes appropriées. Tel est l'essence du modus operandi au cœur de notre partenariat et que nous devons, et allons devoir parfaire » a déclaré Maman Sambo SIDIKOU, Secrétaire exécutif du G5 Sahel.

« Au nom des Nations Unies, je compte renforcer notre plaidoyer politique, au plus haut niveau des

Etats concernés, et notamment pour soutenir la mise en œuvre des initiatives de décentralisation, de stabilisation et d'amélioration de la gouvernance » a déclaré le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel, Monsieur Mahamat Saleh ANNADIF.

« Nous devons investir dans le capital humain au Sahel. La région ne peut plus continuer de se priver de la moitié de son potentiel. Les femmes et les filles doivent avoir accès aux opportunités et outils permettant leur émancipation et leur succès. Un autre Sahel est possible mais il ne se fera pas sans sa jeunesse. Investissons dans la jeunesse sahélienne pour le développement et la paix durable » a déclaré M. Abdoulaye Mar DIEYE, Coordonnateur Spécial des Nations Unies pour le Développement au Sahel.

« Je voudrais nous exhorter à profiter de ce cadre de concertation pour lever des options de changement de paradigme dans nos interventions respectives et nos approches communes pour plus d'efficacité et d'efficience au profit des populations, particulièrement dans les zones fragiles » a déclaré Dr. Issa DOUBRAGNE, Président du Conseil de ministres du G5 Sahel.

La rencontre a permis de formuler des recommandations pour l'optimisation de la mise en œuvre de projets conjoints, notamment à travers l'engagement des deux entités à promouvoir un changement de narratif sur le Sahel afin de mieux valoriser les richesses et les opportunités de la région, et renforcer le plaidoyer politique pour traiter les causes profondes des crises.

Freiner les effets du changement climatique et prévenir les conflits

En réponse à la demande du Conseil de sécurité d'entreprendre une évaluation des risques dans la sous-région afin d'examiner les « incidences négatives du changement climatique » et d'aider les gouvernements et le système des Nations Unies à relever ces défis, UNOWAS, en coordination avec le Bureau de l'Afrique de l'Ouest et du Centre de l'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM), le Centre de collaboration régionale de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) et le Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE), ont lancé le 10 juin un groupe de travail régional des Nations Unies sur le changement climatique, l'environnement, Sécurité et Développement en Afrique de l'Ouest (NU-CCESD).

Le changement climatique n'épargne aucune région du monde. En Afrique de l'Ouest, la situation est particulièrement alarmante. Les phénomènes météorologiques extrêmes sont de plus en plus fréquents, 60 à 70 pour cent de la population dépend de l'agriculture et de l'élevage pluviaux, la concurrence pour les ressources s'intensifie, de nombreuses personnes sont obligées de migrer, l'élévation du niveau de la mer menace les zones côtières. Tout cela a un impact sur la capacité des communautés à vivre ensemble en paix. Les personnes résidant dans les zones de conflit sont les plus touchées. Le changement climatique devient un multiplicateur de risque dans ces situations, intensifiant les vulnérabilités existantes.

Il existe une énorme résilience locale pour faire face au changement climatique et à ses impacts négatifs. Les gouvernements nationaux et les organismes régionaux relèvent de plus en plus le défi. Pourtant, il en faut beaucoup plus pour faire le lien et promouvoir le double objectif de freiner le changement climatique et de prévenir les conflits.

Complémentarité de l'ONU et coopération régionale avec la CEDEAO

Pour soutenir ces efforts, UNOWAS, en collaboration avec le Bureau de l'Afrique de l'Ouest et du Centre de l'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM), le Centre de collaboration régionale de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) et le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) a lancé un Groupe de travail régional des Nations Unies sur le changement climatique, l'environnement, la sécurité et le développement en Afrique de l'Ouest (NU-CCESD).

Le Groupe de travail régional des Nations Unies est une plateforme de coordination ouverte à tous les partenaires des Nations Unies pour unir les efforts, combiner les connaissances et l'expertise de ses membres afin de promouvoir une approche intégrée sur le changement climatique et la coopération régionale avec la Communauté Economique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). « C'est une excellente occasion de se donner la main et de promouvoir une approche intégrée et harmonisée de notre travail avec la CEDEAO sur les questions liées au changement climatique. », a déclaré la Représentante spéciale adjointe de l'UNOWAS, Giovane Biha, lors du lancement du Groupe de travail.

Chaque entité des Nations Unies a son propre point d'entrée à cet égard et a un rôle essentiel à jouer. Le mandat de l'UNOWAS sur le changement climatique est axé sur la prévention des conflits conformément à la demande du Conseil de sécurité

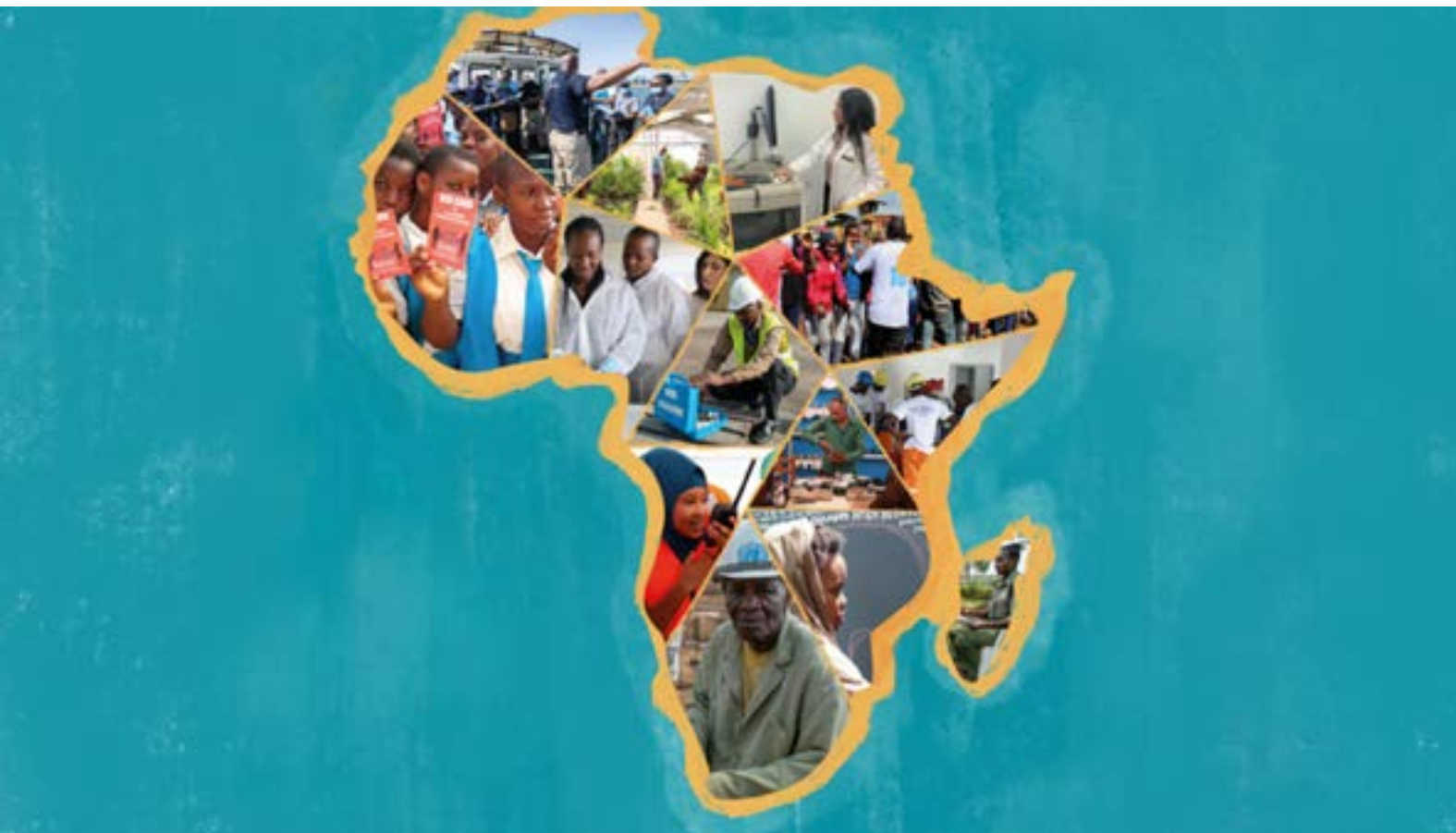
À ce jour, UNOWAS a réalisé cinq évaluations des risques liés à la sécurité climatique avec des partenaires des Nations Unies, des agences gouvernementales et la société civile au Libéria, en Mauritanie, au Nigéria, au Niger et au Sénégal. UNOWAS travaille également avec la CEDEAO pour s'assurer que les liens entre le changement climatique et les considérations de sécurité sont mieux compris parmi les États membres et les principales parties prenantes de la région CEDEAO, et que les problèmes de sécurité identifiés dans les évaluations des risques sont intégrés dans les plans d'adaptation des pays. La valeur ajoutée de l'UNOWAS peut être dans cette optique : aider à connecter les connaissances et les préoccupations locales avec le développement de politiques nationales et régionales - et assurer tout au long du processus une prise en compte des situations de conflit.

Autres articles dans ce numéro :

- [Edito : UNOWAS continuera d'agir en étroite coordination avec les pays de la sous-région](#)
- [ANNADIF : « UNOWAS est un partenaire actif et mobilisé pour soutenir les pays de la sous-région »](#)
- [Interview avec Ana Patricia Graca, Coordinatrice Résidente des Nations Unies au Cabo Verde](#)
- [La Crise humanitaire au Sahel s'aggrave](#)
- [Réinventer, ensemble, un avenir meilleur pour les populations du Sahel](#)
- [L'ONUDC lutte contre la criminalité, la drogue, le terrorisme et la corruption en Afrique de l'Ouest et du Centre](#)
- [Les Jeunes, acteurs majeurs dans la Consolidation de la Paix et la Prévention des Conflits en Afrique de l'Ouest et au Sahel](#)

L'ONUDC et ses partenaires luttent contre la criminalité, la drogue, le terrorisme et la corruption en Afrique de l'Ouest et au Sahel

L'Office des Nations Unies contre la Drogue et le Crime (ONUDC) travaille aux côtés des gouvernements, des organisations internationales, des autres organes des Nations Unies, notamment le Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel, et la société civile pour développer et mettre en œuvre des programmes répondant aux besoins des pays et accroître la sécurité des individus dans la région.



La criminalité, la drogue, le terrorisme et la corruption sont des questions prioritaires pour les Nations Unies. En cette ère où ces problèmes qui ignorent les frontières sont de plus en plus considérés comme des menaces pour les individus et les Etats, la demande pour des initiatives coordonnées aux niveaux national, régional et transnational ne cesse de grandir.

En Afrique de l'Ouest et du Centre, la criminalité transnationale organisée et l'omniprésence du terrorisme et de la corruption pèsent sur les institutions étatiques, l'économie et le développement des pays. La région est l'épicentre de multiples trafics - drogues, armes, ressources naturelles et êtres humains - mais aussi le théâtre des conflits qui alimentent la menace terroriste.

L'ONUDC joue un rôle important dans une région considérée comme l'épicentre de multiples trafics

L'ONUDC, à travers son Bureau régional pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre a conçu une stratégie multilatérale et transversale basée sur la consolidation de la paix, la réforme du secteur sécuritaire, et le renforcement des capacités des institutions nationales afin de créer un environnement favorable au développement socio-économique des populations de la région. Pour mettre en œuvre cette stratégie, l'ONUDC a mis en place un Programme régional pour l'Afrique de l'Ouest.

Le Programme régional (PR) de l'ONUDC pour l'Afrique de l'Ouest adopte une approche complète alliant à la fois les programmes globaux de l'ONUDC (par exemple le Programme mondial contre la corruption), régionaux (comme le Programme Sahel) et nationaux (tels que le projet de lutte contre le trafic de drogues au Cap-Vert (ANTRAF), qui sont complémentaires.

Le PR a permis jusqu'alors d'obtenir des excellents résultats en Afrique de l'Ouest. Entre 2016 et 2018, l'ONUDC ROSEN a mis en œuvre 924 activités, touchant 26 348 bénéficiaires dans 16 pays. Ces résultats témoignent d'une forte appropriation nationale des problèmes de sécurité auxquels les gouvernements sont confrontés. Par exemple, le Niger a fourni une assistance judiciaire à 823 détenus dans le cadre de la lutte contre le terrorisme, permettant de libérer 270 personnes, de condamner 133 et de clôturer 242 procédures réglées.

Par ailleurs, l'appui du bureau aux pays de la région intègre pleinement la stratégie de l'ONUDC 2021-2025 afin de contribuer à la paix et à la sécurité mondiales, aux droits de l'homme et au développement, ne laisser personne de côté et faire face aux problèmes de fragilité, de criminalité et de terrorisme exacerbés par la pandémie de COVID-19.

Le travail du Bureau régional s'appuie également sur la vision stratégique de l'ONUDC pour l'Afrique 2030 visant à renforcer la prévention du crime, améliorer la justice, lutter contre le crime organisé, assurer une réponse équilibrée à la drogue, améliorer l'état de droit et renforcer la résilience au travers d'une coopération analytique, normative et technique.



◀ Afrique de l'Ouest :
plaque tournante des
trafics

UNOWAS aux cotés de l'UNODC pour un Sahel plus sûr et stable

Avec environ 70 millions d'habitants, dont les deux tiers âgés de moins de 25 ans, le Sahel est l'une des régions les plus pauvres du monde. Des flux de drogues, de migrants, d'armes à feu et les déplacements de groupes terroristes se développent le long des routes historiquement dédiées au commerce et aux migrations, aux dépens de la sécurité, de la bonne gouvernance et du développement.

Dans le cadre de son engagement dans la région et de ses priorités pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre, l'ONUDC contribue à la Stratégie intégrée des Nations Unies pour le Sahel (UNISS) à travers son Programme Sahel, en assurant une coordination avec plusieurs agences des Nations Unies, notamment UNOWAS et d'autres partenaires.

A ce titre, UNODC a organisé les 1er et 2 juillet 2021, la 5ème réunion du Comité de pilotage du Programme Sahel. Cette réunion a permis à l'UNODC et ses partenaires d'échanger sur la direction stratégique du Programme Sahel afin de faire un point sur la stratégie de mise en œuvre pour l'adapter, si nécessaire, aux réalités d'aujourd'hui.

La Représentante Spéciale adjointe du Secrétaire général des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel, Giovane BIHA, a pris part à cette importante rencontre qui a vu la participation des représentants des Gouvernements d'Algérie, du Burkina Faso, de la Libye, du Mali, de la Mauritanie, du Maroc, du Niger, du Tchad ainsi que du G5 Sahel et autres partenaires.

« UNOWAS est également engagé à travers la mise en œuvre de la Stratégie Intégrée des Nations Unies pour le Sahel et travaille étroitement avec l'ONUDC, notamment pour sensibiliser davantage les autorités nationales à la nécessité de renforcer l'Etat de Droit, les capacités judiciaires, et le respect des droits humains, y compris dans le cadre de la lutte contre le terrorisme. Le travail accompli par l'ONUDC dans le cadre de son programme Sahel et au-delà est remarquable. Il a permis, en coordination avec les différents gouvernements et partenaires de réaliser des progrès décisifs. Mais nous devons rester vigilants et redoubler d'efforts et de mobilisation afin de juguler ce défi », a dit Mme BIHA, dans son allocution.

La 5ème réunion du comité de pilotage du programme Sahel de l'UNODC s'inscrit dans la vision du Secrétaire général des Nations Unies, Antonio Guterres, qui place la prévention des conflits et des crises et la mobilisation pour la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030 comme les priorités de son action.

Nous devons donc, ensemble, « relever les défis posés par la criminalité, la corruption et le terrorisme, et réaliser les objectifs de l'ONU afin de renforcer la prévention et de promouvoir la paix et la sécurité, les droits de l'homme et le développement durable » a conclu Mme BIHA.

Autres articles dans ce numéro :

- [Edito : UNOWAS continuera d'agir en étroite coordination avec les pays de la sous-région](#)
- [ANNADIF : « UNOWAS est un partenaire actif et mobilisé pour soutenir les pays de la sous-région »](#)
- [Interview avec Ana Patricia Graca, Coordinatrice Résidente des Nations Unies au Cabo Verde](#)
- [La Crise humanitaire au Sahel s'aggrave](#)
- [Réinventer, ensemble, un avenir meilleur pour les populations du Sahel](#)
- [Freiner les effets du changement climatique et prévenir les conflits](#)
- [Les Jeunes, acteurs majeurs dans la Consolidation de la Paix et la Prévention des Conflits en Afrique de l'Ouest et au Sahel](#)

Les Jeunes, acteurs majeurs dans la Consolidation de la Paix et la Prévention des Conflits en Afrique de l'Ouest et au Sahel

Toujours engagé dans la promotion de la participation des jeunes femmes et hommes dans les processus de prévention des conflits, de consolidation de la paix et de prise de décision, UNOWAS a été très actif récemment en contribuant à l'organisation de plusieurs forums importants qui ont réuni des centaines de jeunes femmes et hommes au Bénin, au Burkina Faso, en Côte d'Ivoire, au Ghana, en Guinée, au Niger et au Togo. Objectif : faire le point et sensibiliser davantage les autorités nationales et les différents acteurs sur la nécessité de renforcer la participation des jeunes, notamment dans les processus de prévention des conflits, et de la consolidation de la paix.



Au Niger, les jeunes s'impliquent pour une meilleure prévention des conflits en période électorale

Au Niger, le Conseil National de la Jeunesse du Niger (CNJ-Niger) a débuté ses activités, le 11 janvier 2021, avec la campagne de sensibilisation et de plaidoyer pour la prévention des violences électorales et qui a engagé environ 300 jeunes bénévoles sur l'étendue du territoire. Parallèlement à cette campagne, de courts messages vidéo pour des élections sans violence ont été enregistrés en Français et en principales langues locales et diffusés via les réseaux sociaux. Par ailleurs, les jeunes ont été consultés à travers une série de d'ateliers d'analyse des situations conflictuelles et d'identification des actions recommandées pour une prévention plus efficace des conflits en période électorale dans huit (8) régions du pays. Des thé-débats sur le rôle et la responsabilité des jeunes pour les élections apaisées, ont aussi été organisés.

Les jeunes jouent un rôle déterminant dans l'organisation d'élections apaisées en Côte d'Ivoire

En Côte d'Ivoire, les jeunes se sont mobilisés du 2 au 3 mars 2021 à Abidjan sous le lead du Réseau Ouest Africain des Jeunes Femmes Leaders de la Côte d'Ivoire (ROAJELF-CI) pour un atelier de concertation pour des élections législatives apaisées et sans violence, et pour la consolidation de la paix. Cet atelier qui a regroupé les jeunes des organisations de la société civile, des partis politiques, des syndicats, des confessions religieuses, des associations communautaires est intervenu dans un contexte où la Côte d'Ivoire était engagée dans un processus électoral jonché de tensions pouvant porter atteinte à la stabilité et rendre délétaire l'environnement des élections législatives du 6 mars 2021.

Les réflexions se sont essentiellement concentrées sur les mesures nécessaires à mettre en place pour permettre aux jeunes de jouer un rôle déterminant dans l'organisation d'élections apaisées et sans violences et dans le renforcement de la cohésion sociale et la paix. Ainsi à travers un manifeste adopté, les participant(e)s ont décidé entre autres d'accentuer la sensibilisation des jeunes à des élections apaisées avant, pendant et après le scrutin, de refuser d'être des acteurs de la violence et des relais de la désinformation sur les réseaux sociaux. Ils ont en outre, exprimé leur intention de renforcer leur collaboration avec les Forces de Défense et de Sécurité, de se positionner comme des pépinières de la cohésion sociale et créer un cadre de dialogue politique intergénérationnel permanent. Une campagne digitale a été également lancée avec des messages clés en différentes langues pour des élections sans heurts.

Les Jeunes béninois engagés à assurer une veille citoyenne pour une paix durable

Au Bénin, un atelier organisé, du 16 au 18 mars, par le ROAJELF-Bénin a regroupé de jeunes web activistes, des membres d'organisations de jeunes, des membres de clubs de paix et du GTFJPS-AOS/Bénin. Cet atelier avait pour objectif de renforcer leurs capacités et à contribuer aux élections sans violences ainsi qu'à la consolidation de la paix. Au cours de cet atelier, les regards ont porté sur la question électorale au Bénin et sur les solutions adéquates pour contribuer à mettre le pays à l'abri d'une crise sociopolitique profonde et des menaces sécuritaires



liées à l'extrémisme violent et au terrorisme. Contribuer. Déterminés à contribuer à maintenir la stabilité dans leur pays, les jeunes ont adopté un manifeste exprimant leur engagement à assurer la veille citoyenne, à faire preuve de bienveillance, à signaler la violence, à utiliser efficacement avec responsabilité les réseaux sociaux et à encourager le vivre-ensemble. Une vaste campagne de sensibilisation numérique dénommée « Jeunes unis pour la paix » a été également lancée.

Des clubs de paix redynamisés en Guinée et installés dans plusieurs localités du Togo

Le Togo, est l'un des tout premiers pays à bénéficier de la mise œuvre du projet d'implication des jeunes femmes et hommes aux processus de prévention des conflits, de paix et de prise de décision en Afrique de l'Ouest et au Sahel. Le 5 mars 2021 à Lomé, le Conseil National de la Jeunesse du Togo (CNJ-Togo), chargé de la mise en œuvre dudit projet au Togo, a procédé au lancement de sa seconde phase à travers un atelier national d'appropriation des clubs de paix, en présence des représentants du gouvernement et des partenaires techniques et financier. Cet atelier a permis de renforcer les capacités des clubs sur les outils de gestion et de mise en œuvre du projet afin d'impacter positivement sur les comportements des populations pour une stabilité et une paix durable dans les communautés. Ce fut l'occasion aussi pour les membres de ces clubs de faire l'état des lieux des conflits et leurs facteurs déclencheurs et de renseigner sur les différentes activités programmées pour contribuer à prévenir ou à résoudre ces conflits du retour dans leurs communautés respectives. Des ateliers similaires axés notamment sur la promotion de la paix, la lutte contre la contre bande et l'usage des stupéfiants, et, la résolution pacifique des conflits entre éleveurs et agriculteurs, ont également été organisés dans les préfectures de Kéran, Haho, d'Agou, de Yoto, d'Anié, de Danyi et Tchamba.

En Guinée, la section Guinéenne du Groupe de Travail Femmes, Jeunes, Paix et Sécurité de l'Afrique de l'Ouest et du Sahel (GTFJPS-AOS/Guinée) a organisé du 26 au 28 mai 2021, un atelier de redynamisation et d'appropriation du cahier de charge des clubs de paix des jeunes femmes et hommes pour la prévention/gestion des conflits et la consolidation de la paix en Guinée. Dirigé au profit des jeunes femmes et hommes issus des clubs de paix, du GTFJPS-AOS/Guinée, des institutions de l'Etat et des organisations de la société civile, cet atelier a été une occasion pour les jeunes d'échanger sur la problématique des conflits, de discuter des différents moyens et actions à entreprendre et de formuler des propositions pour une mobilisation efficace des jeunes et des femmes en faveur de la prévention des conflits et de la consolidation de la paix en Guinée. A cet égard, ils ont exprimé leur intention de renforcer la collaboration avec les Forces de Défense et de Sécurité, de promouvoir les clubs de paix dans leurs localités et de se positionner comme des pépinières de la cohésion sociale en créant une coordination nationale des acteurs de paix du Groupe de Travail pour plus d'efficacité. En outre, l'atelier a servi de cadre pour le lancement de la seconde phase du projet d'implication des jeunes femmes et hommes aux processus de prévention des conflits, de paix et de prise de décision en Afrique de l'Ouest et au Sahel qui donne la latitude aux différents clubs de paix de démarrer la mise en œuvre de leurs activités programmées.



Les Jeunes du Ghana et Burkina Faso outillés en prévention des conflits

Au Ghana, avec l'appui de l'UNOWAS, ROAJEF-Ghana a organisé un atelier de formation des jeunes sur la prévention des conflits et la consolidation de la paix en deux sessions. Au total, 50 jeunes femmes et hommes ont bénéficié de cette formation qui a renforcé leurs capacités en analyse et prévention des conflits et qui leur donne les moyens de participer aux processus de paix au niveau de leurs organisations, de leurs communautés et du pays. "Ma perception de la paix et de la sécurité et de la violence sexuelle a changé de manière positive", disait un des participants et à un autre de déclarer : "C'était une révélation, maintenant je suis prêt à être un défenseur de la paix".

Au Burkina Faso, une cinquantaine de jeunes femmes et hommes issus des organisations de jeunes et de femmes, des parties politiques et des institutions de l'Etat se sont retrouvés à Ouagadougou, sur l'initiative du ROAJELF-Burkina, en atelier de réflexion et de formation des jeunes pour la prévention/gestion des conflits, la paix et le renforcement de la cohésion sociale. Cet atelier a été un cadre de planification concertée de l'action des jeunes en faveur d'une paix durable au Burkina Faso. A cet effet, les jeunes se sont engagés à ne pas céder à la manipulation faisant de la jeunesse un instrument de la violence et à contribuer à la promotion du dialogue et de la justice sociale, du civisme, de la communication non-violente et des techniques traditionnelles de résolution des conflits et de promotion de la paix pour un Burkina Faso fort et stable. A la suite de cette rencontre ROAJELF-Burkina compte, avec l'appui de l'UNOWAS, procéder à l'installation des clubs de paix des jeunes femmes et hommes dans dix (10) localités du pays pour une dynamisation de la contribution des jeunes à la prévention des conflits, à la lutte contre l'insécurité et à la consolidation de la paix au niveau communautaire.

Au-delà de ces activités, UNOWAS, en coordination avec ses partenaires régionaux et internationaux, entend poursuivre son engagement en faveur d'une participation effective et continue des jeunes dans la consolidation de la paix et la prévention des conflits. D'autres activités similaires sont planifiées pour le deuxième semestre de 2021. UNOWAS salue la volonté des Etats à soutenir ce processus et invite toutes les parties prenantes, notamment, les organisations de jeunes, les organisations de la société civile et les partenaires Technique et Financier, à une plus grande implication pour une mise en œuvre effective du programme jeunes, paix et sécurité en Afrique de l'Ouest et au Sahel.

Autres articles dans ce numéro :

- [Edito : UNOWAS continuera d'agir en étroite coordination avec les pays de la sous-région](#)
- [ANNADIF : « UNOWAS est un partenaire actif et mobilisé pour soutenir les pays de la sous-région »](#)
- [Interview avec Ana Patricia Graca, Coordinatrice Résidente des Nations Unies au Cabo Verde](#)
- [La Crise humanitaire au Sahel s'aggrave](#)
- [Réinventer, ensemble, un avenir meilleur pour les populations du Sahel](#)
- [Freiner les effets du changement climatique et prévenir les conflits](#)
- [L'ONUSC lutte contre la criminalité, la drogue, le terrorisme et la corruption en Afrique de l'Ouest et du Centre](#)